Union of Canadian Transportation Employees
Public Service Alliance of Canada
233 Gilmour Street Suite 702 Ottawa ON K2P 0P2

Union canadienne des employés des transports
Alliance de la fonction publique du Canada
233 rue Gilmour bureau 702 Ottawa (ON) K2P 0P2

L'UCET sonne l'alarme face aux projets fédéraux de privatisation des aéroports

Le syndicat demande à qui profiteront ces projets, qui en assumera les coûts et quelles protections sont prévues pour les voyageurs, travailleurs et les collectivités.

OTTAWA – Le 5 novembre 2026 – L'Union canadienne des employés des transports (UCET) exprime de vives préoccupations à la suite de l'annonce, dans le budget fédéral de 2026, du projet du gouvernement d'instaurer des concessions d'exploitation à long terme confiées au secteur privé pour les quatre plus grands aéroports du Canada.

L'UCET, qui représente des travailleuses et travailleurs aéroportuaires partout au pays, reconnaît l'importance d'investir dans des infrastructures aéroportuaires modernes et fiables. Toutefois, le syndicat réclame une transparence totale quant aux intentions du gouvernement, au rôle des investisseurs privés et aux conséquences possibles pour les travailleurs, les voyageurs et les collectivités.

« Nos aéroports constituent des infrastructures publiques essentielles, a déclaré Barry Tchir, président national de l'UCET. Le modèle actuel, fondé sur le réinvestissement des revenus, sert les intérêts de la population canadienne. Avant de le modifier, le gouvernement doit expliquer quel problème il cherche à résoudre, pourquoi il privilégie la privatisation et quelles garanties seront mises en place pour protéger l'intérêt public. »

L'UCET s'inquiète particulièrement des risques d'augmentation des redevances aéroportuaires, de hausse des coûts pour les voyageurs et d'affaiblissement de la reddition de comptes au public. Bien que le budget prévoie des mesures visant à protéger les voyageurs contre des augmentations déraisonnables des redevances, des questions demeurent quant à leur mise en œuvre et à leur application. Le syndicat craint également que les investisseurs privés puissent en tirer des avantages financiers, tandis que les travailleurs, les voyageurs et les collectivités en assumeraient les risques.

« La population canadienne mérite de savoir à qui profiteront ces projets, qui devra rendre des comptes et qui, au bout du compte, en paiera le prix, a ajouté Barry Tchir. Les travailleurs et les collectivités ne doivent pas être tenus à l'écart des décisions concernant des infrastructures publiques aussi essentielles. »

Le modèle actuel des administrations aéroportuaires canadiennes, qui sont des organismes sans but lucratif, repose sur le réinvestissement des revenus. Les recettes aéroportuaires servent à financer les collectivités, les activités et les infrastructures des aéroports, plutôt qu'à verser des profits à des actionnaires privés.

L'UCET demande au gouvernement fédéral de dévoiler toute la portée de ses projets, notamment les aéroports qui pourraient être touchés, les pouvoirs de contrôle ou de décision qui pourraient être transférés et les garanties prévues pour protéger les emplois, assurer la sécurité aéroportuaire, maintenir des tarifs abordables et préserver l'obligation de rendre des comptes au public.

Le syndicat exige également que les travailleuses et les travailleurs des aéroports ainsi que leurs représentants soient véritablement consultés avant la mise en œuvre de tout changement.

Personne-ressource pour les médias :
Kevin Matthews
Agent des communications, UCET
matthek@psac-afpc.com | 613-850-8764